

## Au-delà de la crise au Sahel : enjeux et perspectives pour l'Afrique Entretien avec le professeur Abdoulaye Bathily\*

*Entretien conduit par Dr Amy Niang, transcrit par Leonide Azah Awah*



**Abdoulaye Bathily**  
Dakar, Sénégal

**Amy Niang (AN) :** Dans le cadre d'une réflexion sur le Mali, sur le sens de la crise et sur les grandes questions qui secouent le Mali et le Sahel en général, nous préparons avec des collègues qui sont basés en Afrique et ailleurs dans le monde, un numéro spécial qui sortira en principe dans les semaines à venir dans le CODESRIA Bulletin. J'ai invité des collègues maliens et non maliens qui travaillent sur le Sahel, que ce soit sur des questions de gouvernance, de sécurité ou autre, pour qu'ils nous disent ce qu'ils pensent de la situation présente dans la région. Puisque le Mali est un sujet que vous maîtrisez bien, ayant servi comme numéro deux au sein de la

**Amy Niang**

Université Mohammed VI  
Polytechnique,  
Rabat, Maroc

**Leonide Azah Awah**  
CODESRIA

mission intégrée de l'ONU, nous avons pensé recueillir également vos impressions, pour nous permettre d'élargir les débats au-delà du cadre de la recherche et des chercheurs qui s'intéressent aussi aux questions d'actualité. À la fois professeur et praticien, vos impressions nous seront très précieuses.

Pour démarrer, ayant été impliqué dans les démarches de résolution de la crise de 2012, qui en quelque sorte a mené de manière assez indirecte et complexe à la crise présente, que vous inspire-t-elle? Que vous inspirent les récents événements au Mali?

**Abdoulaye Bathily (AB) :** Eh bien ! ce que je dois dire sur les récents événements au Mali, c'est que c'est un nouvel épisode d'une crise de longue durée qui se développe au Mali depuis la décolonisation. Plusieurs

étapes peuvent être prises en compte dans ce cadre-là. Tout d'abord, il faut noter que le Mali a accédé à l'indépendance dans le contexte très complexe de la guerre de libération en Algérie, cela a été un facteur important. Comme vous le savez, après l'indépendance du Mali, le nouveau gouvernement du Mali a abrité le Front de libération nationale de l'Algérie (FLN), dont une partie de la direction était basée à Gao, l'actuelle ville de Gao. Et justement, Bouteflika, qui à l'époque représentait le FLN de l'Algérie, habitait Gao, il y avait son quartier général, et à partir là, le FLN de l'Algérie recevait de l'aide matérielle, financière et évidemment diplomatique de ceux qu'on peut appeler les pays progressistes de l'Afrique de l'Ouest à l'époque, notamment la Guinée de Sékou Touré et le Ghana de Kwame Nkrumah. Et bien entendu, le FLN étant en guerre contre la France, qui faisait tout pour contrer le mouvement de libération nationale en essayant de constituer aux frontières du Mali un État tampon

qu'on appelait à l'époque l'Organisation commune des régions sahariennes (l'OCRS). La France ne voulait pas de l'indépendance de l'Algérie, et à défaut de contraindre le FLN à renoncer à sa guerre de libération nationale, la France voulait véritablement prendre possession de cette partie du territoire algérien (le Sud algérien), et à ce Sud algérien elle associait le Nord Mali, une partie de la Mauritanie et une partie du Niger; l'OCRS était une région qui, potentiellement, et même déjà activement, avait d'importantes réserves en gaz, et surtout en pétrole, que les Français avaient déjà commencé à exploiter. C'était aussi la zone où les Français avaient commencé à tester leurs armes nucléaires. Donc c'était une région stratégique pour la France. Malgré tout, comme on le sait, la France a conçu le projet de constitution d'un État au cœur du Sahara au détriment de la colonie du Mali (le Soudan français à l'époque), au détriment de la Mauritanie, au détriment du Niger et au détriment de l'Algérie. L'Algérie a pris son indépendance, mais – il faut le dire – les besoins stratégiques de la France ne s'accommodaient pas de cette situation. Il fallait tout faire, naturellement, pour que les choses, au Mali, échappent totalement au contrôle des maliens.

Les rébellions touarègues – qui correspondaient effectivement aussi, il faut le dire, au désir d'émancipation, tout au moins au niveau de la gouvernance –, les Français les ont évidemment exploitées pour soutenir le mouvement. Et ils l'ont fait avec une

partie de la communauté touarègue qu'on appelle les Ifoghas, autour de Kidal. Ainsi, s'est enraciné là-bas un mouvement de protestation contre le régime de Bamako, et c'est cette protestation qui s'est muée en mouvement de rébellion permanente pendant des décennies, s'est poursuivie jusqu'à la chute de Modibo Keita. Ensuite, pendant les vingt-trois ans de règne de Moussa Traoré, la rébellion s'est poursuivie, bien entendu. Et même après la chute de Moussa Traoré, la rébellion a continué contre l'État malien. Je crois que ce que l'on peut dire, c'est que c'est une longue histoire, et avec différentes péripéties. Et naturellement, il y a eu plusieurs tentatives de solution politique... des accords de paix ont été signés à différents moments. Je ne vais pas entrer dans les détails, mais ces accords de paix n'ont pas abouti à une paix durable, comme on le sait. Là-dessus, est intervenue la crise en Lybie.

La crise en Lybie a aggravé la situation, comme chacun le sait; à la chute du régime de Ghadafi, qui avait abrité beaucoup de Touaregs qui étaient allés en Lybie comme travailleurs, comme soldats, volontaires dans l'armée; certains ont même rejoint la légion arabe de Ghadafi. Il est de notoriété publique dans le milieu politique de Bamako qu'avec la chute éminente de Kadhafi, ces combattants avaient signé une sorte de contrat avec les Français, dans lequel ils devaient aider les forces alliées à se débarrasser de Kadhafi et, en retour, ils obtiendraient un soutien pour reconquérir leur espace

territorial dans le nord du Mali (des documents à l'appui sont maintenant disponibles).

Donc, naturellement – à la chute de Ghadafi –, ces soldats touaregs de l'armée libyenne sont revenus avec armes et bagages au Nord Mali et se sont installés à Kidal et dans tout le Nord. En plus de cela, ils se sont alliés aux groupes djihadistes et ils sont allés vers la conquête de pratiquement tout le territoire du Nord Mali : Tombouctou, Gao... et ils se sont installés; et évidemment en 2012, comme chacun le sait, ils étaient prêts à arriver jusqu'à Bamako.

Je ne pense pas qu'ils auraient pu arriver jusqu'à Bamako, contrairement à ce que l'on dit, ils n'avaient pas les moyens d'y arriver. Ils auraient été submergés de toute façon par les populations au sud. Ils n'auraient donc pas pu le faire. Ainsi, cette crise du Mali est l'aboutissement d'un long processus qui témoigne des velléités hégémoniques de la France d'une part, mais également du nouveau pouvoir algérien, et elle est également l'aboutissement de la mal gouvernance dans toute cette région du Nord Mali – et de manière plus générale de la mal gouvernance qui caractérise le régime malien, d'ailleurs comme tous les régimes de l'Afrique occidentale pendant cette période postcoloniale. De ce point de vue, le Mali n'est pas une particularité. On peut dire que la crise malienne est une version malienne de la crise africaine de la gouvernance dans le Sahel. Voilà, de manière ramassée, ce que je peux dire.

**AN** : Absolument ! Je vous remercie. Vous avez même anticipé sur certaines des questions que j'allais vous poser. Il me semble, dans ce que vous dites, que si l'on veut avoir une idée plus large des problèmes fondamentaux du Mali, il faut regarder bien au-delà du moment présent. Et aussi, de ce fait, appréhender la nature de l'État postcolonial, qui est tiraillé par des velléités hégémoniques entre des groupes qui ne s'accordent peut-être pas toujours dans leur compréhension de ce que c'est qu'être membre d'un État formel. On le voit avec les Touaregs, mais ils ne sont pas les seuls. S'il faut avoir une appréciation plus large, une vision plus globale des problèmes du Mali, comment appréciez-vous les démarches qui ont été entreprises dans le passé, et aussi plus récemment, durant ces dernières semaines, pour résoudre la crise? Est-ce qu'il n'y a pas un décalage entre la profondeur des problèmes et les mesures qui sont en général adoptées pour les résoudre?

**AB** : Ce que l'on peut dire, c'est que jusqu'ici, il y a eu des tentatives de solutions, mais qui ont été des solutions partielles, partiales mêmes; parce que cette crise de la gouvernance, comme je l'ai dit, a ses dimensions extérieures, les relations extérieures entre le Mali et les États voisins. Le Sahel comprend plusieurs pays : le Niger, l'Algérie, la Guinée, le Sénégal, le Burkina Faso... Tous sont des pays voisins, mais il y a aussi un autre pays voisin lointain qui est la France. Le Mali n'a pas de frontières physiques avec

la France, mais des frontières géopolitiques ; et c'est une dimension importante de la crise malienne. Ensuite, comme je l'ai dit, il y a une crise d'identité dans tous les pays sahéliens et dans tous les pays postcoloniaux, et c'est une crise d'identité qui n'a pas été réglée de manière durable, parce que cette crise de la gouvernance, pour sa solution, n'a pas pris en compte les réalités de l'identité culturelle des différentes composantes de la nation malienne, d'ailleurs, pas seulement des Touaregs, mais on le voit aujourd'hui avec le problème des Peuls, des pasteurs nomades notamment. De manière générale, avec les changements climatiques qui se sont opérés dans toute la région du Sahel, les sociétés ont subi les effets, sont en train de subir les effets du changement climatique. La lutte pour le contrôle des routes, l'eau, la terre, les zones de pâturage, les forêts, tout cela constitue des enjeux entre les populations. Donc l'État n'a pas mis en œuvre des politiques pourvoyant d'une part à la gestion durable de ces ressources naturelles, et d'autre part à leur répartition entre les populations pour assurer à la fois une bonne cohabitation et de bonnes relations entre l'État et ses différentes populations. De telle sorte que dans tous les pays du Sahel aujourd'hui, de la Mauritanie jusqu'au Tchad et au-delà, il y a cette problématique des conséquences de la gestion des ressources naturelles et des conséquences, de façon plus générale, des changements climatiques, dans les politiques gouvernementales. Alors je crois que ça, c'est

un aspect très important. Il y a aussi un autre aspect très important, quand on parle de gouvernance, il s'agit de la gouvernance économique. Dans toutes ces régions, il n'y a pas vraiment eu de politique de mise en valeur, de politiques de développement qui intègrent vraiment toutes les régions, toutes les sous-régions d'un même pays. En réalité, c'est le mode d'exploitation coloniale qui a été perpétué après les indépendances.

Au Mali c'est la culture du coton, ce sont les ressources minières, et même ces ressources minières ont été surtout développées à l'ouest du pays dans la région de Kayes. Mais dans la région du Nord, qui est aussi un enjeu géopolitique très important, les ressources minières n'ont pas été développées, parce que c'est une région, évidemment, qui est en marge, très éloignée des grands centres urbains, mais qui a un potentiel très important, par exemple sur la zone couverte par ce que l'on appelle le bassin de Taoudéni. Le bassin sédimentaire de Taoudéni est partagé entre le Mali, la Mauritanie et l'Algérie. L'Algérie exploite sa partie du bassin sédimentaire de Taoudéni. C'est de là que proviennent le pétrole et le gaz algériens, dans cette région frontalière avec le Mali. La Mauritanie également exploite déjà. Il y a de l'or, il y a d'autres minerais importants, beaucoup de minerais stratégiques dans cette région. Le Mali est, des trois pays de ce bassin sédimentaire, celui qui n'a pas encore exploité sa partie du bassin de Taoudéni. Par conséquent,

il attire les convoitises des multinationales, et de la France en particulier. Donc il y a ce problème qui se pose. Il y a la nécessité d'un équilibre dans le développement du Mali.

Il y a aussi, jusqu'ici, ce que l'on peut considérer comme le pacte colonial, qui est mis en œuvre malgré les multiples régimes qui se sont succédé. Il n'y a pas eu fondamentalement de changement de politique de développement économique au service des peuples. Quand vous regardez les voies de communication par exemple de Bamako à Gao, à Tombouctou ou Kidal, il n'y a pratiquement pas de routes praticables jusqu'ici ! Par conséquent, le pays n'est pas intégré du point de vue de la vie des relations. C'est encore très rudimentaire ! Quand vous allez aujourd'hui à Kidal, que vous allez à Tessalit ou dans des localités plus au nord, la vie économique est beaucoup plus centrée sur l'Algérie, dans le cadre des relations datant de la période coloniale et même du commerce transsaharien bien avant la colonisation. Donc, il n'y a pas eu une intégration économique à l'intérieur du territoire malien. Mais ça, c'est une dimension que l'on retrouve dans presque tous les pays sahéliens, que vous preniez le cas du Burkina, celui du Niger, celui du Sénégal, celui du Tchad. Il y a toujours eu, depuis la période coloniale, des régions qui ont été considérées comme utiles et d'autres qui sont marginalisées. De ce fait, à partir de ces déficits de la gouvernance à la fois politique, économique, sociale et culturelle, se sont sédimentées

des revendications qui ont alimenté en quelque sorte ces rébellions et ces crises politiques récurrentes au Mali.

**AN** : Et on voit bien, en fait, les conséquences désastreuses de cette négligence de l'État, par exemple dans le centre du Mali, où des groupes ont pris en charge leur propre sécurité parce qu'ils sentaient que l'État n'était pas là effectivement. Il y a même des groupes qui perçoivent l'État comme une sorte d'occupant, parce qu'ils ne viennent en contact avec l'État que durant des moments de crise et de tension et selon un mode violent. Dans le centre du Mali, l'État s'est appuyé sur des milices armées et cela a donné en fin de compte cette série de tentatives de purge ethnique qu'on a observée ces derniers mois et ces dernières années. Les conséquences de cette négligence sont donc profondes et ça va bien au-delà de la question de la marginalisation de certains groupes.

**AB** : Vous savez que le Mali a une très longue histoire. Tous les grands États traditionnels avant la colonisation ont eu le Mali comme épice. Que ce soient les anciens empires du Ghana, l'ancien empire du Mali, l'ancien empire Songhaï, ce sont des empires multiethniques, multiraciaux ; ce sont des États qui ont réussi, à la période précoloniale, à intégrer leurs populations, contrairement à ce que l'on pense souvent en analysant le Mali. L'idée selon laquelle le nord serait habité par des Blancs, des Touaregs, est absolument fautive. L'ancien empire du Ghana, l'empire du Mali, l'empire Songhaï ont été des empires multiraciaux qui

ont intégré des populations de cultures diverses. Ce sont des empires qui s'étendaient sur des milliers de kilomètres, dont la superficie était beaucoup plus importante que le Mali actuel, ils allaient du Sahara à l'Atlantique. Ils ont réussi par des modes de gouvernance qui prenaient en compte la diversité des populations, et qui donnaient une économie aux réalités locales, aux pouvoirs locaux, et parvenaient à faire coexister ces différentes populations et à s'exercer pendant des siècles sans interruption.

**AN** : Pourquoi les États modernes n'ont-ils pas réussi à faire cela ?

**AB** : Et bien ! c'est parce qu'il y a eu une rupture dans ces modes de gouvernance. Vous savez, la première République du Mali, sous Modibo Keita, avait tenté tant bien que mal de renouer avec cette tradition d'intégration. Pendant la lutte pour l'indépendance, le Rassemblement démocratique africain (RDA), ainsi que l'Union soudanaise-Rassemblement démocratique africain, la fraction de ce parti qui a pris le pouvoir à l'occasion des indépendances en 1960 avec Modibo Keita, avaient une vision de cela. Mais comme vous le savez, dès 1968, donc huit ans après les indépendances, il fut renversé par un coup d'État militaire. Et en réalité, le Mali a aussi souffert de ce que l'on peut appeler les conséquences néfastes des régimes militaires. Moussa Traoré est resté au pouvoir pendant 23 ans. Et comme on le sait, la culture militaire ne s'accorde pas avec une gestion démocratique,

une vision démocratique de la société. C'est la force et le régime militaire au niveau central, mais au niveau local aussi ; dans les cercles, dans les régions, ce sont les militaires qui géraient le pays. Et donc, ils avaient tendance à utiliser la force, la violence. Ce mode de gestion des populations par la force, par la violence, a eu comme conséquence non seulement d'exacerber les conflits entre l'État central et les populations à la base, mais par la suite, il a également eu pour conséquence d'exacerber les contradictions internes au sein des sociétés locales. Et quand vous ajoutez à cette situation ce que nous avons évoqué tout à l'heure, les conséquences des changements climatiques sur le mode d'existence des populations, il y a de la sorte plusieurs facteurs qui se sont sédimentés ainsi, pour donner à la crise malienne ce caractère pluridimensionnel.

**AN** : Oui, elle est marquée par une violence que l'on avait rarement vue pendant les crises précédentes. À partir de 2003 la violence est devenue un instrument à la fois militaire, politique, et économique. Certains groupes ont compris que prendre les armes est une manière de se faire entendre, de se faire inviter à des discussions quand il y en a. En même temps, la gestion sécuritaire du problème du Sahel semble aussi créer un effet domino ; la sécurité devient prioritaire et incontournable, même s'il y a d'autres problèmes à traiter. En même temps, la violence émerge d'une manière qu'on a rarement vue dans le passé.

**AB** : L'accumulation des multiples crises sociales dont nous avons parlé est également illustrée par la crise sécuritaire. La crise sécuritaire qui, naturellement, a aussi plusieurs aspects : il y a d'une part l'aspect du radicalisme, c'est-à-dire le slogan de l'islamisme, mais dans ce contexte de crise économique, il y a eu aussi d'autre part ce que l'on peut également appeler le développement de l'économie criminelle. Dans tout le Sahel, il y a des trafiquants de toute sorte : trafiquants de cigarettes, trafiquants de tissus, mais aussi trafiquants de drogue. On a vu se développer, au cours des décennies, une connexion entre la grande criminalité et les réseaux locaux. La grande criminalité de la drogue venue de l'Atlantique à travers les réseaux mafieux de l'Amérique du Sud qui, étant bloqués dans l'Atlantique nord à cause d'une surveillance plus grande de la marine et de l'OTAN, ont eu tendance à se porter vers le golfe de Guinée, entre la côte sénégalaise et le golfe de Guinée. Avec les crises de gouvernance qui ont eu lieu au Libéria, en Sierra Leone, dans les années 1980, ces réseaux mafieux se sont infiltrés à travers la Guinée-Bissau, le Libéria, la Guinée Conakry et ont pris le relais avec les réseaux mafieux du Sahara ; à tel point qu'aujourd'hui, on a une sorte d'arc du grand trafic de tous les réseaux mafieux de l'Atlantique au Sahara jusqu'à la Méditerranée. Donc ça aussi, c'est une dimension extrêmement importante. On a vu, par exemple, comment sous le régime du président Amadou Toumani Touré (ATT), tout un avion a été

arraisonné ; il était rempli de drogue (jusqu'à présent, on n'a pas pu faire la lumière), et chez nous (au Sénégal) où les douaniers font un peu leur travail, des policiers ou des gendarmes interceptent régulièrement des camions entiers remplis de drogue ; mais en réalité ces réseaux mafieux ont infiltré l'administration, ont infiltré tous les corps de l'État malien aujourd'hui et ça, c'est aussi un aspect très important.

En plus du trafic, le banditisme est également un problème de sécurité majeur. Différents groupes cherchent à s'armer contre les attaques des bandits. Les jeunes peuls par exemple, qui ont perdu leurs troupeaux du fait des changements climatiques, ont tendance à se mettre au service des trafiquants de drogue qui leur fournissent quelque fois des armes. Beaucoup de ces jeunes aujourd'hui sont recrutés par les réseaux mafieux parce qu'ils connaissent bien le terrain, ils connaissent bien les différentes zones, les zones de sable, toutes les caches, ils arrivent à créer des couloirs de transport des marchandises de trafic. Naturellement, ils reçoivent en contrepartie de l'argent, des armes et ils alimentent de ce fait à leur tour des mouvements armés. De sorte qu'il y a là en effet, un réseau inextricable aujourd'hui, qui s'est établi entre les crises politiques, les crises sociales, les crises de la gouvernance de manière générale, et le grand banditisme dans les pays du Sahel. Ça aussi, c'est une dimension de la crise malienne qu'il faut prendre en compte.

**AN** : Absolument ! On fait en général une distinction qui peut être trompeuse entre acteur étatique et acteur non étatique. Là, vous venez de démontrer qu'en fait cette distinction ne tient pas quand on essaye de démêler un peu les réseaux de criminalité transnationale et les réseaux locaux. On a aussi tendance à imputer le problème de gouvernance à la faiblesse des institutions, mais on se rend compte que ce sont des éléments de ces institutions qui sont aussi impliqués dans les réseaux de trafic, et en fin de compte, même les militaires semblent attacher beaucoup d'importance aux institutions, ils disent : « nous sommes respectueux des institutions et de l'ordre constitutionnel ». Il y a le respect de ces institutions, en même temps il y a aussi une tendance à les instrumentaliser, à les dévoyer, ce qui donne peut-être la fausse impression qu'elles sont faibles, et que le problème, c'est un problème de faiblesse institutionnelle, et beaucoup moins celui de la manière dont ces institutions-là ont tendance à être déployées.

**AB** : Oui, ces institutions sont presque toutes désincarnées. Je vous ai dit tout à l'heure que le Mali n'a pas connu de stabilité politique. Depuis 1968, quand le régime de Modibo Keita a été renversé, il a été remplacé par un régime militaire pur et dur, pendant 23 ans. Lui-même a été renversé de manière violente. Et vous avez remarqué que, depuis les indépendances, il n'y a qu'un seul président qui a terminé deux mandats, c'est le président Alpha Oumar Konaré; et avec beaucoup de difficultés. ATT (Amadou

Toumani Touré) a été renversé, et maintenant le président Ibrahim Boubacar Keita (IBK) vient d'être renversé. Par conséquent, aujourd'hui, la démocratie n'a pas pu fonctionner. En réalité, le pays n'a pas pu être guéri du syndrome du régime militaire. Même ATT, qui était lui-même militaire, n'a pas remanié, n'a pas réformé profondément l'institution militaire elle-même. Et la démocratie qui fonctionnait, que l'on appelait la démocratie consensuelle en son temps, en réalité, était un semblant, puisque les institutions fonctionnaient à vide. L'Assemblée nationale ne jouait plus son rôle de contrôle de l'exécutif. L'exécutif lui-même était réduit à la présidence de la République : l'hyper-présidentialisation. Et ça, c'est un phénomène que l'on voit un peu partout dans tous les pays du Sahel. Donc les institutions fonctionnent à vide, parce qu'elles ne sont pas animées par des principes de régulation des unes et des autres; de telle sorte qu'on parle aujourd'hui de refonder l'État malien. Et ça, c'est un travail de longue haleine. On le voit actuellement, avec la mise en place du nouveau régime – parce que jusqu'ici il faut considérer que, malgré les manifestations du M5 pendant des semaines et des semaines, le résultat pour l'heure, c'est un nouveau régime militaire qui s'est installé, pour 18 mois dit-on. On ne sait même pas s'il ne va pas aller au-delà. À l'heure actuelle, tout porte à croire que les militaires ont le contrôle. Il n'y a pas, jusqu'ici, de contrôle citoyen sur le nouveau régime en place. Ce sont les militaires qui tiennent le gouvernail. Et

ils sont omniprésents dans le gouvernement. Même pour le président, ils sont allés prendre un colonel à la retraite, ce qui en dit long sur leur volonté : l'accaparement du pouvoir. Les autres institutions de la transition sont sous la surveillance des porteurs de baïonnettes. C'est ça, la réalité, aujourd'hui ! On n'est donc pas encore dans une perspective de refondation sur des bases démocratiques d'un nouvel État malien. C'est ce que je vois pour le moment. Malgré une lutte, des sacrifices consentis par des manifestants pendant des semaines et des semaines !

**AN** : Effectivement, les militaires ne semblent pas vouloir rendre l'État comme ils avaient promis de le faire, et on a comme l'impression d'avoir perdu sept, voire huit ans à des tractations politiciennes; parce que nous avons un scénario qui est très similaire à ce que nous avons en 2013. Il y a eu une crise à la tête de l'État, un coup d'État, ensuite une transition. On se rue vers des élections au bout de quelques mois. En même temps, les préoccupations des Maliens, qui les avaient fait sortir dans la rue pendant des semaines, sont entièrement ignorées et ne figurent même pas dans les discussions qui ont lieu entre élites militaires et élites politiques. Et de ce fait, quelque part, si on ne peut pas dire que l'on est retourné au même scénario qu'en 2013, il y a une sorte de déjà-vu dans ce qui se passe en ce moment.

**AB** : Absolument ! Et c'est d'autant plus grave que s'il n'y a pas un correctif qui est apporté à la transition telle

qu'elle a commencé, on risque d'arriver à une aggravation de la crise ; parce qu'aujourd'hui, les solutions qui semblent être envisagées ne vont pas dans le sens d'un véritable consensus ; parce que les forces vives qui ont participé au renversement du régime d'IBK sont mécontentes, en tout cas, elles ne sont pas satisfaites de la tournure actuelle des événements. Et dans un contexte où les militaires eux-mêmes ne semblent pas avoir une vision très claire de ce que sera le Mali de demain, évidemment, on risque d'aboutir à une sorte d'aggravation de la situation. Puisqu'aussi bien l'État a perdu le contrôle du nord, l'État a perdu le contrôle du centre et même de l'ouest, aujourd'hui, il y a des velléités presque partout, dans toutes les régions du Mali. Aujourd'hui, il y a des velléités de soulèvement contre le pouvoir central ; et s'il n'y a pas une rectification de la tendance actuelle de la transition, on risque d'avoir une sorte de déliquescence qui va s'accroître.

**AN** : J'ai deux ou trois questions qui ont plutôt trait à l'administration en partie du Mali par la force multinationale qui est en place depuis 2013. Il y a quelque chose d'absurde dans le fait qu'il y ait plus de vingt mille individus, troupes et personnels, si on inclut la force Barkhane, des assistants techniques de toute sorte, qui interviennent dans le cadre de l'intervention de l'ONU. Il y a également le G5 Sahel... Toutes ces forces sont en présence, mais il y a une très grande déconnexion entre leur manière d'administrer le

problème de la sécurité au Mali – et les problèmes du Mali en général –, et ce que vous venez de dire en relation avec la conception de la démocratie, qui est prise entre une vision électorale du changement et le manque de consensus. Il y a des écarts, dans ce sens-là, entre la présence d'éléments extérieurs, un système de démocratie qui a du mal à prendre, et le problème des Maliens qui reste le même, c'est à dire des besoins d'infrastructures, d'écoles, etc.

**AB** : La Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la Stabilisation au Mali (MINUSMA) a été mise en place dans un contexte où théoriquement, elle devait prendre le relais de la présence militaire française qui a stoppé le mouvement djihadiste. Mais aujourd'hui, la question du mandat de la MINUSMA se pose, parce qu'en réalité on se rend bien compte que d'abord, ce mandat est inadéquat, parce qu'il ne prend en compte que la dimension militaire et sécuritaire ; et même ça, le rôle qu'il joue, ne participe pas du renforcement des capacités militaires de l'État malien. Vous savez, aujourd'hui, ils ont sur place plus de 20 000 hommes bien équipés, bien armés ; ils ont des avions, et bien plus, il y a la force Barkhane qui est là, qui est très bien armée, très bien équipée ; il y a plusieurs missions de l'Union européenne, beaucoup de pays européens qui ont leurs propres services de renseignement au Mali et qui organisent un système d'écoute ; en plus, ils ont des drones, donc tous les moyens modernes. A côté

de cela, l'armée malienne est sous-équipée en tout, n'a aucun moyen ni matériel ni de renseignement, or ce déséquilibre-là ne peut pas contribuer aujourd'hui à la stabilisation même de la sécurité du Mali, et c'est ce que l'on voit. Tous les jours, il y a des soldats maliens qui tombent, parce qu'ils n'ont pas les moyens ; alors qu'aussi bien la MINUSMA que Barkhane, ou les autres missions militaires européennes ou asiatiques ou françaises, ils ont tous ces moyens-là : ils ont des blindés, ils ont des avions, des moyens d'écoute, tous ces moyens qui font qu'il y a très peu de morts de leur côté.

Les Français se plaignent quand il y a... combien de morts ? Quand il y a un mort français, à côté il y a des centaines de morts, ne serait-ce que de militaires maliens ! Sans compter bien évidemment les civils. Donc, il y a quelque chose qui ne va pas. Tout le monde se rend bien compte que cette mission multinationale, dans toutes ses composantes, ne règle pas aujourd'hui les problèmes sécuritaires au Mali. Ensuite, la dimension de stabilisation, c'est plus d'un milliard de dollars de budget que coûte cette mission multinationale ! Par ailleurs, une bonne partie de l'équipement, des dépenses de ce budget, vient de l'extérieur. Certes, il s'agit de payer à la fois les soldats, les différents fonctionnaires de la mission, mais même les approvisionnements viennent de l'extérieur, donc l'impact sur l'économie malienne est très faible. Ensuite, du point de vue politique, le rôle de la

MINUSMA et de ses différentes missions internationales doit être revu complètement. On voit bien que, politiquement, ça n'a pas abouti à un changement complet de paradigme, puisque l'État malien fonctionne de son côté avec toutes ces crises de la gouvernance et les manifestations qu'on a vues ; et ça n'a pas changé, alors qu'en 2013, il y avait un immense espoir : les gens pensaient que le président Ibrahim Boubacar Keïta, avec son slogan « le Mali d'abord », allait exercer une autorité dans le pays, traduire ensuite cette autorité par une vision sur le terrain, mais c'était du business as usual. La MINUSMA fonctionne de son côté, les missions internationales fonctionnent de leur côté, l'État malien fonctionne selon ses propres règles.

Donc, il n'y a pas eu vraiment de vision commune pour prévoir comment, dans quels domaines les missions internationales peuvent appuyer l'État malien ou la société malienne. Par exemple, en termes de médiation, on a vu que toutes ces crises au centre, entre les différentes communautés, la MINUSMA n'y peut rien. Elle n'a même pas les moyens politiques, les ressources humaines pour faire face à cette situation et peut-être même pas les outils pour faire face à ce type de crises ! Donc il est question aujourd'hui, à mon avis, de revoir de fond en comble toutes les missions internationales, que ce soit la MINUSMA, que ce soit Barkhane, que ce soit les missions européennes. Il faut tout revoir entièrement ! Et d'ailleurs, c'est une problématique qui aujourd'hui

est à l'ordre du jour. Tout le système de maintien de la paix des Nations Unies doit être revu. Je ne vais pas jusqu'à dire comme le président Museveni : «they are military tourists» (ce sont des touristes militaires !), mais aujourd'hui, de la manière dont ces missions fonctionnent, cela ne correspond à rien ; que ce soit la Mission de l'Organisation des Nations unies en République démocratique du Congo (MONUSCO), que ce soit la MINUSMA ou le Darfour, il faut revoir entièrement les choses et les ressources qui sont disponibles ; il vaut mieux aussi les mettre à la disposition des États rénovés, parce que si on donne de l'argent, cela va directement dans la corruption comme c'est le cas aujourd'hui, où la gestion du gouvernement de Ibrahim Boubacar Keïta est décriée. D'ailleurs c'est l'une des raisons de sa chute : les révélations qui ont été faites sur les détournements, sur les commandes de matériels militaires et autres. Donc il faut accompagner une rénovation des missions internationales, une rénovation de l'État, et pour cela, il faut que les acteurs eux-mêmes se responsabilisent et soient responsabilisés dans ce sens.

**AN :** Parfaitement... et de manière plus générale la pertinence du modèle onusien dans le monde actuel. Mais il n'y a pas que les États, il y a des forces non-étatiques aussi, qui sont importantes – sinon beaucoup plus importantes que les États – et qui sont de manière directe ou indirecte impliquées dans les crises. Et par conséquent, la manière de gérer les crises doit également changer, dans

un sens qui prend en compte la responsabilité de ces acteurs. J'imagine que c'est une question qui va au-delà du Sahel.

Peut-être une toute dernière question sur l'approche régionale de la gestion de crise par la CEDEAO. Les Maliens n'étaient pas contents du fait qu'ils aient été en quelque sorte punis par l'organisation, pour ce dont ils n'étaient pas responsables. En même temps, ils ont senti qu'il y a une approche conservatrice de gestion de la crise au sein d'une élite restreinte. La CEDEAO n'a d'autres interlocuteurs que les militaires et les représentants de l'État. La société civile n'est présente que de manière symbolique, et il n'y a pas de réelle intégration de cette société civile dans les discussions – et donc une bonne prise en charge des vrais problèmes des Maliens. Pensez-vous que la CEDEAO – et aussi l'Union africaine de manière générale – doit changer son approche de résolution des crises de ce genre en Afrique ?

**AB :** La CEDEAO est aujourd'hui en crise, une crise qui est à l'image de celle que traversent ses États membres. Ce qu'on peut constater, c'est qu'aujourd'hui, la CEDEAO n'est pas à même de répondre aux exigences démocratiques citoyennes auxquelles les peuples aspirent dans la sous-région. Pendant une décennie, dans la décennie des années 1990, la CEDEAO avait connu des progrès considérables : à la suite de la guerre du Libéria et de la Sierra Leone, et de la démocratisation dans certains grands pays de la région, par exemple au



Nigeria, au Ghana, la société civile a été intégrée dans les processus décisionnels de la CEDEAO. Et pendant cette période de la décennie des années 1990, d'importantes avancées ont été faites dans la rédaction des protocoles de la bonne gouvernance concernant les élections, etc. incontestablement. D'ailleurs, si vous regardez bien, les protocoles de l'Union africaine sont fondés, ont été inspirés par les protocoles de la CEDEAO. Mais depuis une décennie, depuis quelques années en tout cas, la CEDEAO est en recul par rapport à ces avancées qui ont été enregistrées. Aujourd'hui, la CEDEAO donne l'image d'un syndicat des chefs d'État. C'est comme cela qu'elle est perçue par les citoyens. Elle ne se préoccupe plus de la situation des droits humains et se préoccupe moins de la situation de la démocratie – du moins dans leurs aspects fondamentaux – que de leurs aspects formels.

Et aujourd'hui le cas du Mali est là. On parle de plus en plus à la fois de coup d'État militaire et de coup d'État constitutionnel. De plus en plus, dans tous les pays de la CEDEAO, il y a des velléités anticonstitutionnelles et il y a des coups d'État constitutionnels qui sont à l'œuvre. Que vous preniez le cas de la Guinée Conakry, celui de la Côte d'Ivoire, celui du Togo, ce sont des coups d'État constitutionnels qui sont à l'œuvre. Et dans d'autres pays également, il y a des velléités de troisième mandat, comme on le dit. La CEDEAO fait l'impasse sur ces questions qui sont au cœur des problèmes de gouvernance

dans la sous-région; parce que ce sont les crises de gouvernance politique qui entraînent plus tard toutes ces crises sécuritaires dans les différents pays. Les Maliens, à juste raison, ont estimé qu'ils ont été injustement punis par la CEDEAO, alors que lorsqu'il y a un coup d'État constitutionnel qui se déroule en Guinée, la CEDEAO ne dit rien; la CEDEAO même avalise; en Côte d'Ivoire, elle avalise; au Togo, elle avalise. Elle se contente de l'aspect formel du coup d'État militaire que tout le monde voyait venir en ce qui concerne le Mali. De sorte qu'aujourd'hui, il est absolument nécessaire de procéder à une révision profonde du fonctionnement de la CEDEAO. Et surtout de faire non seulement une relecture, mais un approfondissement des protocoles pour inclure ces dimensions-là. Sinon, évidemment, cela ne pourra pas fonctionner. Et puis tout le monde a su, de toute façon, que les sanctions contre le Mali ont été prises, non pas par la CEDEAO en tant que telle, mais par les pays de l'UEMOA. Ce sont les pays de l'UEMOA qui ont pris les sanctions contre le Mali. Ce n'est pas la CEDEAO globalement, parce que les autres pays de la CEDEAO n'ont pas de frontières communes avec le Mali. Les autres pays qui ont des frontières communes avec le Mali, ce sont l'Algérie, la Mauritanie... évidemment, ils n'ont pas été concernés par ces sanctions, et même la Guinée n'a pas été concernée par ces sanctions. De sorte qu'il y a cette dimension également géopolitique qu'il faut prendre en compte.

Là encore, il y a la présence du huitième État frontalier du Mali, enfin l'autre État-frontière géopolitique du Mali : la France, qui est derrière. Et même, quand vous voyez aujourd'hui tout le processus qui a conduit à la libération des otages, Soumaïla Cissé et puis l'autre otage française (Sophie Pétronin), évidemment, vous savez que l'État malien n'a pas joué un grand rôle. Ce qui a joué un grand rôle, c'est vraiment la mission française au Mali. De telle sorte qu'aujourd'hui, il est absolument nécessaire que les citoyens de la CEDEAO, que la société civile de la CEDEAO, que les organisations démocratiques dans les différents pays se mobilisent pour une réforme fondamentale de la CEDEAO, de ses protocoles, de sa charte pour la rendre opérationnelle au profit des avancées démocratiques.

**AN :** J'avais dit que c'était la toute dernière question, mais quelque chose que vous venez de dire m'a quand même interpellée. Quand vous dites que la France est le huitième pays frontalier du Mali – et en prenant aussi en compte tout ce que vous avez dit depuis le départ – il est manifeste que le futur du monde se joue en partie dans le Sahel, mais qu'il n'y a pas encore une claire conscience des enjeux du moment et du futur au sein des populations du Sahel en général, et qu'il y a lieu de repenser de manière beaucoup plus globale, beaucoup plus complexe, au-delà des crises momentanées, à quoi on est vraiment confronté dans cette partie du monde.

**AB** : Moi, je milite véritablement pour un mouvement à l'échelle du continent qui réviser profondément notre vision de notre continent et son rôle dans le monde actuel. Il est clair aujourd'hui que ce qui se passe au Sahel, (mais aussi sur le continent) c'est que depuis plus d'une décennie, ce que j'ai appelé une nouvelle conférence de Berlin est en train de s'y dérouler, avec les grandes puissances, nos soi-disant partenaires, qui sont en train de se partager le continent. Au niveau du Sahel également, il y a une lutte pour imposer un rôle au Sahel, faire en sorte que le Sahel devienne une sorte d'espace territorial arrimé à l'Europe. Et au Mali, aujourd'hui, que ce soit le problème du G5 Sahel, que ce soit l'alliance pour le Sahel et tout ce que vous voyez se déployer là-bas comme force sur le terrain, cela veut dire que le Sahel est aujourd'hui un enjeu, et il faut que les Africains, dans une vision panafricaine, se saisissent de cette question et, de manière transfrontière, essayent de résoudre politiquement cette question. C'est pourquoi je disais plus tôt, non seulement pour les réformes au sein de la CEDEAO, mais même au-delà, de l'Union africaine, qu'il

faut que les peuples africains, à travers des organisations politiques, démocratiques, à travers des organisations de la société civile, des mouvements culturels, se ressaisissent de cette question et véritablement, luttent pour ce que je peux appeler la deuxième, ou troisième indépendance maintenant.

**AN** : La deuxième! Nous avons mis en place un collectif et je pense que vous aviez signé notre Déclaration d'avril. L'idée est justement d'entamer une réflexion globale sur les grandes questions auxquelles le continent est confronté. On espère pouvoir compter sur vos sages conseils.

**AB** : Je suis un soldat de la lutte pour l'indépendance du continent.

**AN** : Je vous remercie infiniment pour votre disponibilité et pour avoir pris le temps de creuser en profondeur les dimensions multiples de la crise dans le Sahel. Je vous remercie encore pour votre disponibilité et vos sages paroles.

**AB** : C'est moi qui vous remercie beaucoup pour votre disponibilité aussi, et pour votre sagacité. Merci pour tout !

\* **Abdoulaye Bathily** est Docteur d'État ès Lettres et Sciences Humaines de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar et titulaire d'un PhD en Histoire de l'University of Birginingham au Royaume Uni. Il a également plus de 40 ans d'expérience dans le domaine de la politique au Sénégal où il a occupé différents postes ministériels, de député et de Secrétaire général. Il a participé à plusieurs missions officielles ou non officielles, sur la gestion de conflit ou de crise en Afrique, représentant de la CEDEAO, de l'Union africaine ou de l'Organisation internationale de la Francophonie, entre autres au Mali, Libéria, Sierra-Leone, Guinée Bissau, Niger, Madagascar, Guinée. Il est auteur de nombreux publications et articles sur des questions africaines et internationales dans le domaine de la politique, académique, militaire et de la sécurité, notamment : *The Military and Militarism in Africa* (1999), *Mai 68 à Dakar : la Révolte Universitaire et la Démocratie* (1992), *Les Portes de l'Or* (1989) ; *Le Royaume de Galam ; Sénégal de l'ère musulmane aux temps des négriers (VIIIe–XVIIIe siècle)*, Paris, Harmattan, 1989. Le professeur Bathily est actuellement Maître de Conférences invité à King's College London, et Conseiller politique à la Fondation Mo Ibrahim.